

La PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toutes les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. La PNM se prononce pour une paix juste au Proche-Orient, basée sur le droit de l'État d'Israël à la sécurité et celui du peuple palestinien à un État.

ISSN: 0757-2395

MENSUEL ÉDITÉ PAR L'U.J.R.E.

PNM n° 369 - Octobre 2019 - 38<sup>e</sup> année

Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

Le N° 6,00 €

## ISRAËL : QUELLE UNION NATIONALE ?

par Dominique Vidal \*

« Benyamin Netanyahou n'a jamais été aussi près de perdre le pouvoir [1]. » Cette appréciation du commentateur Yossi Verter résume on ne peut mieux le résultat des élections législatives du 17 septembre en Israël. Le Premier ministre fait penser au joueur de poker qui perd, s'entête, s'endette et finit ruiné.

Il est en passe de battre le record de longévité de David Ben Gourion [2] quand, fin décembre 2018, il contraint la Knesset à se dissoudre. La toile de fond, c'est l'exigence d'Avigdor Lieberman, le chef du parti russe *Israel Beitenu* (Israël, notre maison), d'obtenir le vote définitif de la loi rendant le service militaire obligatoire pour tous, y compris les ultra-orthodoxes qui en étaient jusque-là dispensés – ce qui aurait signifié la fin de la coalition avec les partis ultra-orthodoxes. ■ ■ ■ *Suite en page 3*



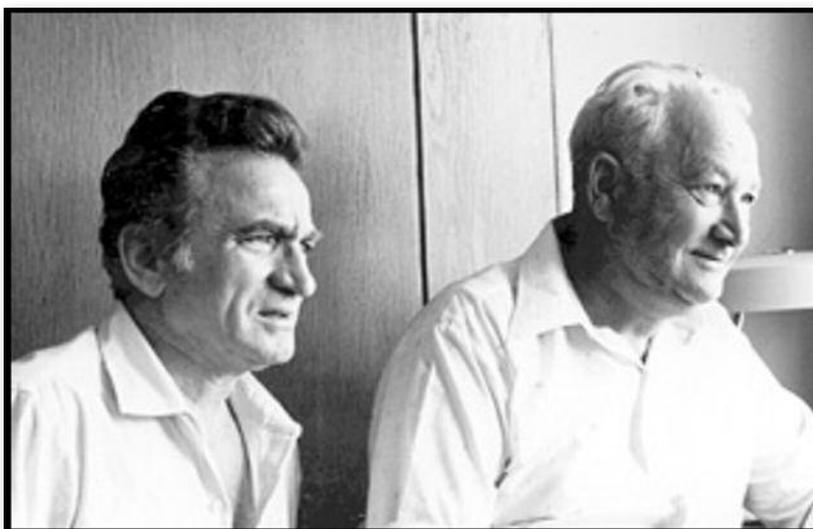
### MÉMOIRE

## Sobibor - L'USINE DE MISE À MORT

Le 16 octobre 1943, les déportés du camp d'extermination de Sobibor se révoltent. Cette révolte sera couronnée de succès !

En ce mois d'octobre, anniversaire de la révolte, votre PNM revient sur ses circonstances et sur son impact. ■ PNM

(Voir l'article de Laura Laufer en p. 8)



1980 : Toivi Blatt (témoin par son journal intime) et Alexandre Petcherski (soldat de l'Armée rouge, organisateur de la révolte de Sobibor)

### Éditorial

## RÉVISIONNISME

par Bernard Frederick

Le 19 septembre 2019, le Parlement de l'Union Européenne a adopté, à Strasbourg, à l'initiative de la Pologne et des Pays baltes (Lituanie, Estonie et Lettonie), une résolution sur l'« importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe ». Ce texte qui affirme que la cause de la Seconde Guerre Mondiale est le pacte de non-agression signé le 23 août 1939, par les ministres des Affaires étrangères du Reich et de l'Union soviétique, a été voté par 535 députés – dont ceux des Verts français et du PS –, 66 ayant voté contre et 52 s'abstenant.

Inspiratrice de cette résolution, la Pologne a entrepris la démolition des monuments aux morts des soldats soviétiques qui ont libéré le pays, elle a interdit les emblèmes et l'activité communistes, elle a promulgué une loi qui interdit toute référence à la participation, pourtant avérée, de Polonais à la Shoah. En Estonie et en Lettonie, d'anciens SS locaux ou leurs descendants défilent en uniformes nazis avec les drapeaux sanglants. Même chose en Lituanie où la liquidation du ghetto de Wilno (Vilnius) fut autant l'œuvre des SS que celle de leurs alliés locaux. On comprend que le texte du Parlement européen n'évoque la Shoah qu'en un seul mot : « holocauste ».

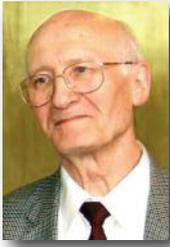
Son objet n'est pas le nazisme. C'est le prétexte d'une scandaleuse révision de l'histoire dont le but est d'interdire, partout, aujourd'hui, en Europe, l'« idéologie communiste » et, une fois de plus, d'ostraciser la Russie.

Les causes de la guerre, l'historienne Annie Lacroix-Riz les dévoile dans la série d'articles dont nous avons commencé la publication en septembre, que nous poursuivons ce mois-ci et dont la conclusion sera publiée en novembre.

Il est effarant de voir qu'une résolution d'un Parlement européen puisse traiter des origines de la Seconde Guerre mondiale en éclipsant totalement les conséquences du Traité de Versailles, la crise de 1929, Munich, le dépeçage de la Tchécoslovaquie auquel, outre le Reich, participèrent la Pologne et la Hongrie. Thomas Mann écrivait : « Placer sur le même plan moral le communisme russe et le nazi-fascisme, en tant que tous les deux seraient totalitaires, est dans le meilleur des cas de la superficialité, dans le pire c'est du fascisme. Ceux qui insistent sur cette équivalence peuvent bien se targuer d'être démocrates, en vérité, et au fond de leur cœur, ils sont déjà fascistes ; et à coup sûr ils ne combattront le fascisme qu'en apparence et de façon non sincère, mais réserveront toute leur haine au communisme. »

Ces paroles ont été prononcées en 1945. Thomas Mann était allemand. En 1933, il dût s'exiler. L'auteur de *Mort à Venise* fait la fierté de l'Europe. Son Parlement, sa honte. ■

## CARNET

ÉDOUARD  
HESSER  
N'EST PLUS

Né en France, en 1928, de parents hongrois, il apprendra le français à l'école comme tant d'enfants d'émigrés. Il gardera jusqu'au bout l'amour de sa langue maternelle, qu'il parlait à la perfection. Longtemps président de l'association France-Hongrie, il suivait au jour le jour l'évolution de la politique hongroise – dont l'antisémitisme et les nostalgies fascistes exaspéraient cet ancien cadet de la Résistance. Édouard fut toute sa vie un communiste actif, courageux, d'une probité rare. Cela lui valut d'être licencié 17 fois ! Il s'était lié d'amitié avec un ancien dirigeant de la M.O.I. belge, né Loewenstein, et devenu ambassadeur de Hongrie sous le nom de Lakatos. Notre journal perd un lecteur et un ami. ■ PNM

## DISPARITION DE JACQUES CHIRAC

Il faut être franc et sincère : nous n'avons eu, dans ce journal, guère de sympathie pour la politique du président Jacques Chirac, disparu le 26 septembre.

Sauf deux fois :

- le 16 juillet 1995 quand il déclara devant le monument dédié aux victimes des Rafles de juillet 1942 : « *Oui, la folie criminelle de l'occupant a été secondée par des Français, par l'État français* ».
- en 2001, quand, avec son ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, il s'opposa à la guerre en Irak que George W. Bush s'appretait à engager.

À quoi, il faudrait, sans doute, ajouter son vote contre la peine de mort en 1981 et son engagement pour faire inscrire cette abolition dans la Constitution ; la création du Samu social quand il était Maire de Paris ou l'installation, en 2005, de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE).



Enfin, Jacques Chirac insistait sur la nécessité d'une « *paix durable* ». Laquelle suppose que soient « *respectés le droit du peuple palestinien et ses aspirations légitimes à disposer d'un État* » et qu'« *Israël soit assuré de vivre en sécurité* ». C'était lors d'un discours tenu au Caire, le 8 avril 1996. ■ BF

**A guit your ! א גוט יור !**  
À l'occasion de Roch Hachana, pour un monde en Paix,  
la PNM présente ses meilleurs vœux à ses lecteurs.

PAIX - QUATRE LETTRES SACRÉES  
CRUELLEMENT ABSENTES DES MÉDIAS  
LES 21 ET 22 SEPTEMBRE

À la différence de la presse nationale, la PNM évoque ce qui s'est passé en France le 21 septembre, *Journée internationale de la Paix*.

Ce jour-là, à l'appel du secrétaire général des Nations Unies, à l'appel du *Mouvement de la Paix* et de nombreuses organisations politiques et syndicales, on a planté partout en France des arbres de la Paix, on a marché à Paris et dans toute la France pour un climat de Paix. Les *Marches de la Paix* se sont déroulées sous le parrainage de ce Suisse au-dessus de tout soupçon qu'est Jean Ziegler, convaincu comme nous que notre capitalisme cannibale fait aussi mauvais ménage avec la paix qu'avec le climat. Le soir du 21 septembre, le lendemain, pas une image sur les chaînes de télévision, pas une photo, pas un mot dans la presse écrite. Apparemment, c'est subversif d'écrire PAIX.



Alors, soyons résolument subversifs, nous qui n'oublions pas que l'UJRE est née de la lutte contre le nazisme, contre le fascisme, pour la paix.

Nous qui avons toujours répondu présent. Nous qui ne cesserons de lutter pour la PAIX. ■ PNM



## VIE DES ASSOCIATIONS

## Communiqué

## NON À LA TOURNÉE DE DIEUDONNÉ

L'Union des Juifs pour la Résistance et l'entraide (UJRE) apprend que le professionnel de l'antisémitisme Dieudonné, plusieurs fois condamné pour ce délit, a entamé une vaste tournée d'un spectacle récupérateur du mouvement social des « Gilets jaunes ». Dès l'annonce de la venue de ce spectacle à Nantes, cette tournée a donné lieu à la protestation d'un groupe juif puis d'un collectif de quinze organisations démocratiques qui a marqué son indignation par un communiqué commun\*. L'UJRE approuve cette initiative et s'associe totalement aux termes de ce communiqué, notamment lorsqu'il déclare :

« *Quel que soit le thème de ses "spectacles", Dieudonné utilise régulièrement l'antisémitisme. Quand il parle du génocide des juifs lors de la Seconde Guerre Mondiale, c'est pour se moquer des victimes, voire pour se féliciter de ce qui a eu lieu. Il est inadmissible d'avoir une telle attitude à l'égard de ce crime contre l'Humanité, comme ce serait inadmissible à l'égard des victimes de l'esclavage ou des crimes de la colonisation.* ».

\* [lacgt44.fr/spip.php?article2255](http://lacgt44.fr/spip.php?article2255)

Le Bureau de l'UJRE  
Paris le 30 septembre 2019

## Agenda de la Mémoire

**17 octobre 1961**  
Massacre par la police  
d'Algériens manifestant  
à Paris pour la Paix

**22 octobre 1941**  
Fusillade  
de Châteaubriant

**9 novembre 1938**  
Nuit de Cristal

## LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif fondé en 1934

Éditions :

1934-1993 : quotidienne en yiddish, *Naïe Presse*  
(clandestine de 1940 à 1944)

1965-1982 : hebdomadaire en français, PNH  
depuis 1982 : mensuelle en français, PNM  
éditées par l'U.J.R.E

N° de commission paritaire 061 9 G 89897

Directeur de la publication  
Jacques LEWKOWICZ

Rédacteur en chef  
Bernard Frederick

Conseil de rédaction

Claudie Bassi-Lederman, Jacques Dimet,  
Jeannette Galili-Lafon, Patrick Kamenka,  
Nicole Mokobodzki, Roland Wlos

Administration - Abonnements  
Secrétaire de rédaction  
Tauba Alman

Rédaction - Administration  
14, rue de Paradis  
75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 1 6

Fax : 01 45 23 00 96

Courriel : [lujre@orange.fr](mailto:lujre@orange.fr)

Site : <http://ujre.monsite-orange.fr>  
(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement

France et Union Européenne :

6 mois 30 euros

1 an 60 euros

Étranger (hors U.E.) 70 euros

IMPRIMERIE DE CHABROL

5 Rue Guy Môquet ARGENTEUIL

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal  
"pas comme les autres"  
magazine progressiste juif.  
Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse  
postale, date de naissance, mël et téléphone

PARRAINAGE  
(10 € pour 3 mois)

## J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom .....

Adresse .....

Téléphone .....

Courriel .....

## ISRAËL : QUELLE UNION NATIONALE ?

(Suite de la Une)

Netanyahou perd ce premier pari : il ne trouve pas dans les urnes, le 9 avril, les 61 députés nécessaires pour former une coalition entre les *likoudnikim*, les religieux nationalistes et les ultra-orthodoxes. Faute de représentation du *Foyer juif* de Naftali Bennett et d'Ayelet Shaked, il dépend d'Avigdor Lieberman, qui refuse son concours. Au lieu de passer la main à Benny Gantz, le leader du parti *Kahol Lavan* (Bleu Blanc), le Premier ministre force à nouveau la *Knesset*, en juin, à un douloureux harakiri.

Chacun le mesure : le scrutin du 17 septembre s'annonce plus comme un plébiscite que comme des législatives. Netanyahou en attend à la fois sa reconduction à la tête du gouvernement et le vote d'une « loi d'immunité » [3] lui évitant la prison qu'il risque pour faits de corruption – les premières auditions devant le procureur général Avichai Mendelbit s'annonçant début octobre.

Pour l'emporter, le Premier ministre hystérise la campagne tous azimuts :

- **hystérie guerrière** : Israël, en toute impunité, bombarde les milices iraniennes en Syrie et en Irak, puis le *Hezbollah* au Liban et menace même d'en faire autant contre les chiïtes au Yémen. Sans oublier Gaza : il va jusqu'à envisager un report des élections pour y déclencher une opération d'ampleur. Mendelbit rappellera heureusement que seule la *Knesset* peut renvoyer les élections et que seule une réunion du Cabinet de sécurité peut déclarer la guerre ;

- **hystérie nationaliste** : pour draguer l'électorat de droite et ultra-orthodoxe, Netanyahou annonce d'abord l'annexion des colonies de la Cisjordanie (soit plus de 50 % de son territoire), puis de la Vallée du Jourdain (soit plus du tiers dudit territoire), le tout en violation du droit international, du droit israélien et des procédures en vigueur : l'armée, le gouvernement et la *Knesset* auraient dû se prononcer sur chacune de ces démarches ;

- **hystérie raciste** enfin : coutumier des déclarations anti-arabes, le Premier ministre bat tous ses records. Facebook doit fermer pour vingt-quatre heures sa page, où il accuse les Palestiniens d'Israël de « vouloir tous nous annihiler – femmes, enfants et



Kahol Lavan en campagne

hommes [4] ». Le jour même de l'élection, durant lequel il doit théoriquement se taire, il lance : « Il n'y a que deux options : un gouvernement que je dirigerai ou un gouvernement dangereux avec des partis arabes antisionistes [5]. » Et, comme le 9 avril, le *Likoud* tente d'envoyer des centaines de militants munis de caméras dans les bureaux de vote à forte densité arabe, sous prétexte d'empêcher la « fraude arabe » – alors que la plupart des tripatouillages recensés en avril furent le fait du *Likoud*. La *Knesset* a heureusement voté contre cette opération destinée surtout à dissuader les Palestiniens d'aller voter.

« La droite découvre, surprise, ce qu'il en coûte de faire des Arabes leur punching-ball [6] » : « The Times of Israel », d'ordinaire peu enclin à l'esprit critique, pointe une des principales caractéristiques du scrutin, le succès de la *Liste unie*. Ayant rabiboché les quatre partis encore divisés en avril, elle obtient, comme en 2015, le meilleur score de l'histoire : 13 députés sur 120. Et pour cause : plus de 59 % des électeurs arabes se sont mobilisés, contre plus de 49 % en avril, et la *Liste* en a attiré 80 %, contre 71 % en avril [7]. Une autre partie a voté pour le parti



Benjamin+Netanyahu+Avigdor+Lieberman

*Bleu Blanc*, permettant à celui-ci de devancer le *Likoud* (de même qu'elle avait sauvé le *Meretz* de l'élimination en avril). Quant à la gauche sioniste, elle est au plus bas : allié au *Gesher* (Le pont) de Orly Lévy-Abecassis, le *Parti travailliste* se contente de 6 siè-

ges ; et le *Meretz*, acoquiné avec Ehoud Barak au sein de l'*Union démocratique*, stagne à 5 sièges.

C'est dire que la bataille principale s'est livrée à droite. Et que Netanyahou l'a perdue plus largement qu'aucun observateur n'avait osé le pronostiquer. Avec 32 sièges, le *Likoud* est devancé par le parti *Bleu Blanc* (33 sièges). Il en a perdu 8 sur 2015 [8]. Et, même avec ses alliés « naturels », il arrive loin de la majorité espérée : 55 sièges au lieu de 61 sièges : il ne peut compter que sur les 7 députés du regroupement *Yamina* (À droite) d'Ayelet Shaked et sur les 16 élus des religieux ultra-orthodoxes, séfarades (*Shas*, 9) et ashkénazes (*Unité du Judaïsme de la Torah*, 7).

Ces bons résultats des « hommes en noir » en nombre de députés cachent un paradoxe : une forte réaction de la société contre les contraintes religieuses : selon un sondage, 64 % des électeurs juifs souhaitent exclure les ultra-orthodoxes du gouvernement (94 % des *Israël Beitenu*, 93 % de l'*Union démocratique*, 90 % des *Bleus Blancs*, 71 % des *Travailleurs* et même 51 % des *likoudnikim*). Une forte majorité veut en particulier introduire le mariage civil, autoriser la circulation de transports publics et l'ouverture de commerces pendant le *shabbat*.

Voilà qui explique comment, en se présentant

par Dominique Vidal \*

comme le défenseur de la laïcité, Lieberman a gagné son pari : avec 8 sièges, il fait figure de « faiseur de rois ».

Même parmi les plus proches alliés de Netanyahou, il y a un petit air de putsch. Ayelet Shaked, la femme au parfum « Fascisme », n'en fait pas mystère : *Yamina* doit lui servir de tremplin pour la succession. *Last but not least*, plusieurs piliers du *Likoud* – dont Benny Begin, le fils de l'ancien Premier ministre – ont appelé à ne pas voter pour leur ancien parti.

Surprise réjouissante par rapport aux derniers sondages, les kahanistes de *Otzma Yehudit* (Puissance juive), alliés avec le Premier ministre, ne franchissent pas – et de loin – le seuil de 3,25 %. Cet échec relativise quelque peu la dominante de cette élection : la droitisation de l'électorat. Faut-il le répéter ? Si plusieurs facteurs se conjuguent pour alimenter cette dérive, de l'état de guerre per-



Au siège de campagne de la Liste arabe unie à Nazareth, dans le nord d'Israël, le 17 septembre 2019

manent à la manipulation des médias, en passant par les manœuvres, déjà citées, de Netanyahou, la cause essentielle de ce phénomène réside dans l'absence d'alternative :

- la *Liste unie* défend évidemment une autre orientation, mais elle n'a pas pour vocation de rassembler la masse des Juifs, même si un certain nombre d'entre eux ont à nouveau voté pour elle ;

- les alliances opportunistes du *Parti travailliste* et du *Meretz* ont accéléré leur faillite, qu'explique leur incapacité à faire entendre la voix de la paix avec les Palestiniens comme celle de la lutte contre les inégalités sociales ;
- quant au parti *Bleu Blanc*, il ne se différencie guère du *Likoud*. Lorsque Netanyahou annonce l'annexion d'un tiers de la Cisjordanie, Gantz l'accuse... de « copier son programme », et, lorsqu'il parle de guerre d'ampleur contre Gaza, Gantz affirme qu'il faut « écraser une bonne fois le Hamas ».

■■■ Suite en bas de page 4

## DE L'INCERTITUDE AU NÉCESSAIRE RASSEMBLEMENT

par **JACQUES LEWKOWICZ**

L'incertitude est la caractéristique essentielle de la situation politique, économique et sociale actuelle.

Du côté des forces dominantes, notamment du grand capital, la menace de dérèglements majeurs apparaît avec une clarté croissante. L'un de ceux-ci est la guerre commerciale déclenchée par le président des États-Unis qui risque d'entraîner une baisse des échanges internationaux, baisse annonciatrice d'une récession mondiale. Cette incertitude est encore confirmée par l'inversion du niveau des taux d'intérêt à court et à long terme, indicatrice d'une importante aversion pour le risque des détenteurs de capitaux à placer à court terme.

Bien entendu, s'ajoutent les incertitudes relatives au destin de la planète, dans le cadre d'une détérioration climatique et d'une carbonisation croissante de l'atmosphère due à une industrie entièrement mue par le profit au détriment de l'intérêt général, qui vont dans le même sens.

C'est dans ce cadre qu'il faut analyser les mouvements qui agitent nos sociétés. Ainsi, la reprise des thèmes

identitaires, au niveau tant européen que national, dictée par le souci de ne pas en laisser le monopole à l'extrême droite, n'est-elle pour les forces dominantes qu'un moyen de mieux diviser les mouvements sociaux menés par ceux qui ne vivent que de leur travail. Car, en France, si le mouvement dit des « gilets jaunes » fait désormais moins de bruit dans les médias, d'autres actions revendicatives se font jour au-delà des protestations contre le projet gouvernemental de réforme des retraites analysé ici même dans notre précédent numéro. À la mi-septembre, 240 services d'urgence des hôpitaux étaient en grève. De même, au moment où ces lignes paraîtront, les manifestations des 20 et 27 septembre en faveur d'autres modes de développement opposés tout autant au coût du capital qu'au coût environnemental auront-elles eu lieu.

Ainsi qu'auront eu lieu, dans toute la France, des Marches pour la Paix et le climat auxquelles se sont associés nombre de partis et de syndicats. Tandis que le 24 septembre auront eu lieu les mobilisations, par la CGT, en faveur du pouvoir d'achat, de la retraite à 60 ans et du régime des

retraites par répartition. Et ce ne sont là que quelques exemples des mouvements de protestation sociale qui devraient marquer cet automne. D'autant plus que le projet gouvernemental de budget pour l'année 2020 prévoit de nouvelles suppressions de postes de fonctionnaires. Ces diminutions ne pourront que contribuer à la détérioration de la qualité des services publics. Bien entendu, on prend prétexte des nouvelles technologies informatiques et d'Internet pour justifier ces suppressions. Mais on omet d'indiquer que ce remplacement de l'être humain par la machine rend désormais impossible tout contact humain avec l'administration, l'interaction informatisée créant de graves difficultés à ce quart de la population française peu à l'aise avec l'informatique. Qui plus est, le coût de l'informatisation pour les usagers (matériel et accès à l'Internet) reste à la charge des usagers.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer tous les préparatifs en cours en vue des élections municipales du printemps prochain. Le parti macronien LREM fait tout pour se présenter comme recours face au *Rassemble-*

*ment National* alors que c'est, précisément, sa politique qui facilite la montée d'influence de celui-ci.

Il tente, certes, de faire croire à un acte II qui contrasterait avec la période précédente, acte plus soucieux à la fois d'efficacité et de dialogue social. Ainsi évite-t-il de brusquer les choses en matière de retraites en prévoyant un délai d'un an avant la promulgation de la loi portant réforme des retraites. Mais, sur le fond, il n'y a aucun changement : il s'agit toujours de la même politique libérale, contraire à la satisfaction des besoins sociaux.

Force est de déplorer qu'en face, la gauche et l'ensemble des forces de progrès restent désunis à ce jour. Certes, des appels au rassemblement ont été lancés, ici ou là. Mais il reste à dépasser les calculs du « chacun pour soi ». Seules les luttes pourront faire émerger une union populaire capable, non seulement de combattre efficacement l'actuel pouvoir macronien, mais aussi de mettre en œuvre le changement social profond qui est indispensable pour assurer l'avenir de notre pays. ■

### ISRAËL

(Suite de la page 3)

D'où la confusion de l'opinion s'agissant de l'avenir du conflit. En 2016, 70 % des sondés se déclarent hostiles à l'annexion de la Cisjordanie. Trois ans plus tard, ils ne sont plus que 28 % ! Entre-temps, la loi du 6 février 2017 l'a légalisée. Et Donald Trump en a légitimé le principe s'agissant de Jérusalem et du Golan. À quoi s'ajoutent les annonces de Netanyahu sur les colonies, puis la Vallée du Jourdain et, à la veille du scrutin, Hébron. Quant au pourcentage des partisans d'une solution à deux États, il est tombé, lui, de 53 % à 34 %.

Depuis qu'Israël connaît les résultats définitifs des élections, il n'est plus question que d'union nationale. C'est oublier le risque d'un troisième scrutin à la Netanyahu, lequel risquerait toutefois de tourner à l'humiliation. Cette nouvelle élection se ferait aussi contre l'avis du président, Reuven Rivlin, un homme de droite attaché à la démocratie – au point d'affirmer qu'en cas d'annexion, « appliquer la souveraineté à une zone donne la citoyenneté à ceux qui y vivent [9]. » Mais, même si l'on retient l'hypothèse d'une « grande coalition », les

## ISRAËL : QUELLE UNION NATIONALE ?



Benny Gantz

questions s'accumulent : sous la direction de qui, avec quels partis et sur quel programme ?

Il y a bien sûr le système de la *rotatsia*, qui, de 1984 à 1988, a vu Shimon Peres et Itzhak Shamir se succéder comme Premier ministre : l'épée de Damoclès judiciaire qui pèse sur la tête de Netanyahu rend l'hypothèse hasardeuse, tout comme elle fragilise la prétention de l'actuel Premier ministre à être reconduit. En revanche, l'avance du parti *Bleu Blanc* pose Gantz en chef de gouvernement, avec l'appui de la majorité des dirigeants arabes. Mais, le parti *Balad* faisant exception, Gantz n'a que 54 « recommandations », contre 55 pour Netanyahu. Faute de majo-

rité propre, l'ancien chef d'état-major devrait de toute façon inclure le *Likoud* et *Israël Beiteinu*, mais pas les ultra-orthodoxes qui, de toute façon, rechignent à siéger aux côtés de Yaïr Lapid, allié de Gantz. À moins que le général

ne renonce pour des raisons tactiques. Encore plus floue apparaît la question du programme, à en juger d'après les positions développées par les uns et les autres. À quoi auraient servi toutes ces élections si elles ne donnaient pas un coup d'arrêt à la radicalisation accélérée depuis 2015 par Netanyahu et ses alliés ?

*Quid* de la loi fondamentale du 19 juillet 2018, qui officialise l'*apartheid* (son article premier assure que « *Seul le peuple juif a droit à l'autodétermination* ») ? *Quid* de l'annexion de tout ou partie de la Cisjordanie ? *Quid* de l'arsenal liberticide voté depuis dix ans ? *Quid* des alliances d'Israël avec tout ce que l'Europe compte de populistes, quand bien même ils sont antisémites ?

par **DOMINIQUE VIDAL**

L'histoire ne se répète pas. Espérons-le en tout cas : la première et principale expérience d'union nationale a commencé en Israël lorsque Menahem Begin, alors chef du *Herout*, successeur de l'*Irgoun* et ancêtre du *Likoud*, entra dans le gouvernement Levi Eshkol le 1<sup>er</sup> juin 1967. Quatre jours plus tard, Israël déclenchait la guerre des Six-Jours... ■ 25/09/2019

[1] *Haaretz*, Tel-Aviv, 19 septembre 2019.

[2] Ben Gourion dirige le gouvernement durant treize ans, de 1948 à 1963 (sauf en 1954 et 1955). Netanyahu est Premier ministre de 1996 à 1999, puis de 2009 à 2019.

[3] Voir l'excellent site *Al-Monitor*, 18 septembre 2019.

[4] Site *Times of Israel*, 18 septembre 2019.

[5] Site du *Jerusalem Post*, 18 septembre 2019.

[6] 19 septembre 2019.

[7] *Haaretz*, 19 septembre 2019.

[8] Le *Likoud* a intégré cette fois le parti *Koulanou*, qui avait fait scission en 2015 : ensemble, à l'époque, ils avaient obtenu 40 sièges.

[9] Site *Times of Israel*, 13 février 2017.

\* **Dominique Vidal** est journaliste et historien, auteur de *Antisionisme = antisémitisme ? Réponse à Emmanuel Macron*, Libertalia, Montreuil-sous-Bois, 2018, 132 p., 8 €. ■

## II. PARIS, LONDRES ET LE PACTE DE NON-AGRESSION GERMANO-SOVIÉTIQUE, 1932-1939

(Suite de la 1<sup>re</sup> partie, cf. PNM n° 368 de septembre 2019)

par ANNIE LACROIX-RIZ

Contrairement aux sarcasmes de Sabine Dullin, l'URSS n'avait cependant pas l'« intention de ne rien faire » pour la Tchécoslovaquie, dont, au contraire des Apaiseurs, elle ne reconnut *jamais* l'annexion. Elle avait tout tenté – là encore, les fonds allemands sont formels [1] – d'abord pour la pousser, depuis la remilitarisation de la Rhénanie de mars 1936 qui avait laissé Paris de marbre, à signer une alliance strictement *bilatérale*, puis, à l'été 1938, pour l'arracher *in extremis* à ses bourreaux. En vain : la sujétion des dirigeants tchèques à Paris et à Schneider, roi du pays depuis sa fondation, tuteur de Skoda, de son armée et de ses fortifications (sudètes), leur ôta l'envie de défendre leurs frontières avec leur peuple, prêt, lui, à se battre. Bénès, qui s'était lamenté, entre l'assassinat de Barthou, les tractations franco-allemandes en vue du plébiscite sarrois de janvier 1935, l'épisode rhénan et l'Anschluss, fut effondré de voir sa jeune nation condamnée à mort par son alliée française. En 1948, quand Washington crut pouvoir joindre la Tchécoslovaquie à sa zone d'influence, son peuple se rappela que seule l'URSS s'était souciée de son sort en 1938 [2].

Le général Doumenc, protagoniste français de la « farce de Moscou », le rappela à Daladier après ses adieux du 25 août 1939 à Vorochilov, commissaire du peuple à la Guerre : l'URSS n'avait pu surmonter en septembre 1938 la duplicité des Franco-Anglais, déjà retranchés derrière la Pologne. Cette « hyène » ou ce « vautour attendant le morceau » (aimables surnoms français et allemands) participa en octobre 1938 au dépeçage muniçois, en volant à la Tchécoslovaquie – pour moins d'un an – le territoire disputé de Teschen, offert sur un plateau par le Reich envahisseur des Sudètes. Les privilégiés polonais, Slaves rompus de longue date à la tutelle germanique, avaient, depuis 1918, gravement nui à tous les peuples slaves (pas seulement le russe), facilitant leur phagocytage allemand. Ils s'y obstinèrent jusqu'à la disparition de leur pays, et au-delà. L'après-Munich avait porté l'humiliation soviétique à son comble : à Paris, Bonnet multipliait les courbettes envers Berlin, déclarait caduc le pacte franco-soviétique et laissait la grande presse « *gleichschaltée* » (nazifiée, Alexander Werth) appeler de ses vœux l'annexion allemande de l'Ukraine...

### Du faux tournant de mars 1939 à la « farce de Moscou »

On parvint aux cimes après le 15 mars 1939, où la Tchécoslovaquie périt par annexion allemande, officielle pour la Bohême-Moravie tchèque, officieuse pour la Slovaquie « satellite ». En dépit des légendes, il n'y eut *aucun* « tournant » franco-anglais, les archives de toute origine sont plus accablantes que les philippiques d'Aragon sur les œuvres du « traître Bonnet » [3]. L'URSS ayant aussitôt renouvelé son offre d'alliance tripartite *militaire* automatique, les Apaiseurs, rappelés à la décence publique par la rancœur de leurs peuples contre la duperie muniçoise, amusèrent le tapis pendant cinq mois. Tout fut mené dans la ligne des tandems Daladier-Bonnet et

Chamberlain-Halifax, agenouillés devant Hitler. En France, c'est pour complaire au grand capital que les résistants potentiels, français et étrangers, furent neutralisés depuis avril 1938 et surtout depuis Munich, mais aussi pour séduire le Reich : Bonnet lui promit le 1<sup>er</sup> juillet 1939, de supprimer les élections de 1940 et de « *mettre les communistes à la raison* ».

L'objectif était double. Il fallait • 1<sup>o</sup> faire mine de négocier avec Moscou en rendant tout accord impossible. • 2<sup>o</sup> imputer l'inévitable échec aux Soviétiques, dont le traitement « occidental » depuis novembre 1917 faciliterait l'habituel « *dindonn[age de] l'opinion française* ». Tout se déroula comme prévu, sachant que les chefs civils et militaires français et anglais certifiaient l'armée polonaise, nulle depuis ses origines, incapable de « tenir » même une semaine, et que les Anglais avaient depuis 1936 avisé les Français qu'ils n'affecteraient pas au continent plus d'une division (contre environ 200 divisions allemandes disponibles en 1939-1940).



Le général Aimé Doumenc

Fin avril 1939, contre la Pologne prétendument chérie, Paris préparait ouvertement (désormais sans Londres) « un second Munich », soutenu, comme le premier, par le Vatican, porte-parole de Mussolini et d'Hitler. L'URSS congédia donc le 3 mai Litvinov, symbole des offres repoussées, et nomma Molotov (tête de Turc des historiens bien-pensants), pas plus germanophile mais plus ferme envers l'Occident.

Le 6, le secrétaire au Foreign Office Halifax n'en confirma pas moins allègrement à l'ambassadeur soviétique à Londres Maïski que la future « *Triple Alliance entre la Grande-Bretagne, la France et la Russie* » serait privée des règles d'« *engagement automatique* » de 1914 : l'URSS serait donc « *impliquée toute seule dans un conflit avec l'Allemagne* ».

Sans frontière commune avec le Reich, l'URSS fut par contre sommée de garantir *unilatéralement* celles de la Pologne et de la Roumanie – que Paris et Londres « garantirent » sans escompter y envoyer un soldat ou la moindre fourniture.

L'Armée rouge seule pourrait les secourir, mais n'aurait pas le droit de les traverser, sous prétexte qu'elles refusaient d'être « *bolchevisées* » : violer ce veto, comme en 1938 pour le territoire tchèque, l'exposait donc à être désignée comme « *agresseur* » par... la SDN, instrument de ses « *alliées* ».

Elle devait aussi « garantir » les frontières de la Belgique, des Pays-Bas et de la Suisse, qui ne l'avaient jamais reconnue en tant qu'État. Sa demande de garantie de ses frontières du Nord-Ouest – avec la Finlande, l'Estonie et la Lettonie – fut rejetée, Paris et Londres brocardant, presse aidant, sa noire intention d'« *étendre le bolchevisme en Europe orientale* », formule de Bonnet soutenue par tous les chefs de partis non communistes, Blum compris.

Or, rappela Palasse de juin à août 1939 – pour la énième fois depuis 1937 –, la Baltique, base militaire allemande, comme l'Ukraine, pendant la Grande Guerre, était « *stratégiquement* » indispensable à la défense des frontières soviétiques, et partant, de celles de la France. Devait-on ainsi bafouer une « *alliée* » qui comptait mettre « *100 divisions* » au service du « *pacte en préparation* » ? ■■■

(Suite et fin au prochain numéro)

\* Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine, université Paris 7

[1] DGFP, D, vol. III, *Germany and the Spanish Civil War, 1936-1939*, et IV, *The aftermath of Munich, 1938-1939*, USGO, Washington, 1950 et 1951.

[2] Lacroix-Riz, 1947-1948. *Du Kominform au "coup de Prague", l'Occident eut-il peur des Soviétiques et du communisme ?*, *Historiens et Géographes* n° 324, août-septembre 1989, p. 219-243.

[3] Aragon, *Un jour du monde (chroniques de Ce soir), 1938, La crise de Munich; 1939, jusqu'au pacte germano-soviétique*, Paris Delga, 2017 et 2018.



Missions britanniques et françaises partant à Moscou



11/11/1938 : Poignée de main entre le maréchal polonais Edward Rydz-Smigla et le colonel allemand Bogislav de Studnitz



Le gouverneur Frank ordonne que les Juifs de plus de 10 ans portent à partir 1er décembre 1939 une étoile de David.

## DOMAINE yiddish

## RACHEL ERTEL : TRADUIRE DU YIDDISH, C'EST FAIRE UN VÉRITABLE TRAVAIL DE DEUIL

par François Mathieu

**R**achel Ertel dit être « absolument incapable d'écrire une autobiographie ». En revanche, elle qui a tant à dire, se livre au questionnement du journaliste Stéphane Bou\*, pour satisfaire notre désir de savoir, et révèle au lecteur son parcours de fillette juive de Pologne à Paris, nous faisant découvrir une colonie juive parisienne dans l'immédiat après-guerre et l'engagement de toute une vie en faveur de la langue et de la littérature yiddish. Pour commencer, Stéphane Bou rappelle un article paru dans « Les Temps modernes [1] » où, à la suite de Georges Perec, écrivant « *Je n'ai pas de souvenirs d'enfance* [2] », elle résume une enfance sans souvenirs : « *Jusqu'à l'âge de neuf ans, un vide complet, un mur infranchissable. C'est à partir de cet âge que les réminiscences ne me quittent plus. / Après la Sibérie, après la Pologne, nous arrivons à Paris, fin 1948, à la gare de l'Est, comme il se doit, sous une pluie battante. Nouvelles frontières. Nouveau pays. Nouvelle langue.* » Pourquoi la France ? Entre les deux guerres, pour les Juifs d'Europe de l'Est, la France avait été le pays des droits de l'homme, de la liberté, de l'émancipation des Juifs. Le vaste immeuble du 9 rue Guy-Patin dans le X<sup>e</sup> arrondissement va abriter la famille de cinq personnes dans une seule pièce pendant quatre ans. Ce lieu, que Rachel Ertel nomme tantôt « phalanstère », tantôt « planète » yiddish, a été sa « matrice », laquelle, témoigne-t-elle, « a laissé une marque indélébile sur [s]a mémoire, et son souvenir continue à [l']envoûter. » Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'institution du Toit familial était devenue propriété de l'Union générale des



Israélites de France (UGIF). En février 1943, les enfants parisiens hébergés par l'UGIF, des enfants privés de leurs parents, sont rassemblés à Drancy puis déportés à Auschwitz. Lorsque, cinq ans plus tard, la famille s'installa rue Guy-Patin, le « phalanstère » ne comptait qu'une demi-douzaine d'enfants. En revanche, il comprenait un très grand nombre d'artistes qui « avaient parcouru l'Europe, pourchassés, chassés de partout, avaient cru trouver un refuge qui mettait fin à leur errance. Ils formaient une communauté qui leur permettait de retrouver le monde perdu et de continuer à perpétuer ce qui avait été anéanti. » Et, comme ils en parlaient entre eux,

l'enfant passait d'un groupe à l'autre et attrapait au vol des bribes de conversations. Ils évoquaient leur parenté et répétaient des mots comme Auschwitz, Treblinka, Bergen-Belsen, ghetto, camp, assassinés, gazés, crématoriums, l'un revenant plus souvent que les autres : « *Khurbn* » [3]. L'enfant, qui trouvait que « la langue chantait », répétait la chaîne des mots à la manière d'« une comptine qui contenait toutes les terreurs des contes de Grimm les plus sombres. » C'est dans ce décor que naquit son « attachement viscéral au yiddish, à sa langue, sa culture, sa littérature et plus tard [s]on besoin impérieux de les partager », tout en sentant aussi que le « yiddish n'avait pas d'avenir, comme toute langue assassinée ». Ses parents, son père poète, sa mère écrivaine, en étaient la preuve. Héritiers du génocide, « ils voulaient rester dans cet univers, et le faire vivre aussi intensément que possible. » « *Les tribulations de l'histoire les avaient jetés sur les rives de la Seine* ». Ils y res-

tèrent. Par ses études, Rachel Ertel élargit son horizon. Elle apprend tardivement le français dont la littérature la passionne, obtient l'agrégation d'anglais, défend une thèse sur les *Aspects du roman juif américain*, est nommée professeure à la jeune université Paris 7, où elle fonde le Centre d'études judéo-américaines (CEJA).

Mais hantée, dès son jeune âge, par la question formulée ensuite par l'adulte pensant aux exterminés, « *Qui fera que soient écrites leurs paroles ?* », elle allait s'imposer « un impératif catégorique : les faire connaître et faire reconnaître le monde culturel dans lequel [elle était] née. » Une pratique, par elle largement illustrée, pour qui traduire du yiddish, c'est tout autre chose que traduire de n'importe quelle autre langue, car « *on sait que la langue s'érode, qu'elle est en voie de disparition. On sait que personne ne retournera plus vers le texte pour le lire dans sa langue originale. On pense sans cesse que n'existera plus que la traduction. C'est en ce sens que traduire le yiddish, c'est faire en même temps un véritable travail de deuil.* » ■

\* **Rachel Ertel, *Mémoire du yiddish. Transmettre une langue assassinée*, Entretien avec Stéphane Bou, Albin Michel, Coll. Itinéraires du savoir, Paris 2019, 220 p., 19 €**

[1] **Rachel Ertel, *Les fantômes du 9 rue Guy Patin. En souvenir*, Les Temps modernes n° 686, nov.-déc. 2015.**

[2] **Georges Perec, *W ou le souvenir d'enfance*, Paris, Denoël, 1975 – rééd. Poche, 1993, 224 p., 8,50 €.**

[3] « *Le Khurbn* », précise Rachel Ertel, « *c'est la destruction, avec un mot qui fait référence à la destruction des deux temples de l'Antiquité. [...] Les Anglo-Saxons ont adopté le mot "Holocauste" qui est totalement inapproprié puisque, en fait, il désigne une victime brûlée en hommage à un dieu, en sacrifice, alors que cela n'a jamais été un sacrifice, cela a été une extermination.* »



## LITTÉRATURE

## GIORGIO BASSANI, L'ÉCRIVAIN ANTIFASCISTE DE FERRARE

par Gérard-Georges Lemaire



**G**ioorgio Bassani est né à Bologne en 1916, mais a vécu ensuite à Ferrare jusqu'en 1943. Son père était un médecin juif qui avait adhéré au PNF (Parti national fasciste).

Cette histoire familiale lui a inspiré la nouvelle qui l'a rendu célèbre, « *Una notte dell'43* » (une des *Cinq histoires ferraraises* parues en 1956), que Vittorio de Sica a adapté au cinéma en 1962 sous le titre du *Jardin des Finzi-Contini*, qui a contribué à le rendre célèbre au-delà des frontières de l'Italie. Cette œuvre est évidemment une transcription de sa propre expérience familiale. Si désormais les romans, les nouvelles et les poésies de Bassani sont connues et presque complètement traduits en français, on ignore souvent son passé de combattant antifasciste. Tout a commencé pour lui quand il a fait ses études au lycée classique : il y a été l'élève de Francesco Viviani, un grand érudit, ennemi juré du régime, qui a été ensuite arrêté en 1944, envoyé à Buchenwald où il est mort en 1945. Cela a été sa première initiation. En 1924, il s'est inscrit à la faculté des Lettres de Bologne. On lui a présenté

Roberto Longhi, le grand historien d'art, en 1935, lui-même opposant au régime de Mussolini.

Mais le personnage le plus important dans cette histoire est Carlo Ludovico Ragghianti, historien et critique d'art, qui va jouer un rôle primordial dans la lutte antifasciste. C'est lui qui a été l'instigateur du *Partito d'Azione*, créé en janvier 1942, dont Bassani sera le référent à Ferrare. Un an plus tard a été imprimé *L'Italia liberale*, organe de ce parti, qui publie alors son programme qui était d'inspiration républicaine. Bassani est témoin de l'antisémitisme des fascistes à Ferrare : en 1940, un certain nombre de citoyens juifs sont déportés dans des camps de la péninsule et le 28 octobre 1941, des chemises noires pénètrent dans la synagogue pour la dégrader et la piller. L'antisémitisme assez peu répandu dans le pays a pris à Ferrare une dimension plus violente et même tragique.

L'écrivain est revenu à plusieurs reprises sur ces méfaits dans sa littérature et en est resté très frappé, à tel point qu'il décide d'abandonner Ferrare et d'aller vivre à Rome. Il a raconté en détail la mise à sac de la magnifique synagogue en plein centre ville, qui a eu lieu après une réunion des militants

fascistes les plus déchainés : « *une foule féroce, prête au lynchage, a eu vite fait d'abattre le portail du temple israélite, a gravi rapidement les marches conduisant à l'appartement du rabbin [...] et après l'avoir durement malmené, a fait irruption dans les deux salles réservées au culte de rite allemand et italien* [1]. Alors tout a été mis sens dessus dessous... ».

Ces événements n'ont fait que renforcer ses convictions contre le régime mussolinien et l'ont aussi conduit à s'installer de manière permanente à Rome, où il poursuit son œuvre, dirige la grande revue *Botteghe oscure* et où il meurt en 2000. Mais le souvenir de Ferrare est resté gravé dans sa mémoire et il n'a plus cessé d'évoquer cette période dans *Il romanzo di Ferrara* (1984) [2], période qui est demeurée pour lui comme une épine dans sa chair. ■

[1] La synagogue de Ferrare contient en fait trois synagogues, l'une de rite ashkénaze, l'autre de rite italien et la dernière de rite espagnol (séfarade).

[2] ***Le Roman de Ferrare*, Giorgio Bassani, Gallimard, coll. Quarto, 2006, 840 p., 26,40 €.**



# JEAN-CLAUDE GRUMBERG, UNE NOUVELLE ŒUVRE

par KAROLINA WOLFZAHN

« Il était une fois dans un grand bois, un pauvre bûcheron... », ainsi commence la nouvelle œuvre de Jean-Claude Grumberg, un conte, **La Plus Précieuse des marchandises** [1].

Il a écrit des dizaines de textes, mis en scène par d'excellents metteurs en scène sensibles au style unique de ce fils de déporté, hanté par la Shoah. Son écriture, où il mêle avec art ironie et piques, est plus bouleversante que la simple tragédie, plus émouvante que le réalisme sans distance.

« Je voulais raconter que dans toutes les situations inhumaines, l'humain vit encore... ».

L'auteur a choisi la forme du conte, apparemment naïf, avec un petit train qui traverse la forêt. Petit train, wagons à bestiaux transportant les « sans cœurs », haïs par les bûcherons. À travers les barreaux des petites ouvertures, un papa, un roumain, maintenant « apatride d'origine roumaine », dans son immense désespoir, jette un de ses bébés jumeaux, une fillette enveloppée dans un magnifique châle tissé d'or et d'argent.

L'absurde, la dérision, ont toujours été les armes de l'auteur, dont l'écriture piquante et facétieuse traite du sujet le plus dramatique.

En 2009, l'évènement de la saison théâtrale était **Vers toi Terre promise. Tragédie dentaire**, comédie de rire et de larmes, en 2012, au Lucernaire, **Si ça va, bravo**, où le président de la République

est élu « par tirage au sort sur listing des abonnés au gaz ».

Dans **Mon père. Inventaire**, le héros écrit au président de la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations :

« On ne trouva pas non plus mon père, son père, sa mère, ni un wagonnet de tantes, oncles, cousins et apparentés, si bien que les deux-pièces cuisine nous semblèrent soudain bien grands et bien déserts. »

À travers ses œuvres, l'auteur tragique le plus drôle de sa génération met, avec un humour décapant, tout le monde face à l'Histoire, tragique et douloureuse. Pince-sans-rire, courtois, c'est un homme d'une rare modestie, couvert de prix – de la SACD, du Syndicat de la critique, de la Ville de Paris, et de nombreux autres.

**La plus précieuse des marchandises** devient pour la pauvre bûcheronne son enfant à aimer, chérir, serrer dans ses bras, à défendre des misérables miliciens, assassins des sans-cœur. Pour notre auteur :

« Voilà la seule chose qui mérite d'exister, dans les histoires comme dans la vraie vie. L'amour, l'amour offert aux enfants, aux siens comme à ceux

des autres... l'amour qui fait que la vie continue. »

Jean-Claude est touché d'être cité dans les manuels scolaires et, que tous les jours, des jeunes se replongent dans les livres d'histoire après la lecture de ses pièces. « Je me sens beaucoup plus survivant aujourd'hui qu'il y a trente ans ».



Le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) et les éditions Actes Sud avaient organisé en juin 2012 une soirée pour les 20 ans de la revue **Théâtre Aujourd'hui** et pour le numéro 14 consacré à Jean-Claude Grumberg et à la sortie de **Votre maman**, texte bouleversant à trois personnages, mis en scène par Charles Tordjman, aux dialogues faits de phrases courtes, légères, d'une force poignante : dans une maison de retraite, une résidente reçoit les visites de son fils. Parfois elle le reconnaît, parfois elle le confond avec le directeur.

Au cours de ces visites naissent des malentendus cocasses, des situations loufoques. Mais un jour tout se défait, on annonce au fils que sa mère a disparu. Là encore notre auteur manie avec génie l'absurde et le décalage avec le tragique, de son écriture dont le mystère reste insondable.

Quand il parle d'Israël, « on est obligé de sentir le lien, on est juifs, on a des amis, de la famille. Quand il s'y passe quelque chose, on est concerné... ». Il voyage moins qu'il n'aimerait « J'ai l'angoisse du voyage », comme beaucoup d'entre nous, les enfants cachés. À travers ses œuvres il parle à tous ; transmet une émotion authentique, où rires et larmes se mélangent.

Dans **Vers toi Terre promise Tragédie dentaire**, Charles et sa femme Clara font leur alya, attristant leur ami Stalingrad qui déclare « c'est pas un pays qu'il nous faudrait, c'est carrément une autre planète... » et en guise d'adieu raconte à Charles une dernière blague, sur le pouce « vous, vous me dites shalom et moi je vous réponds shalfemme. Là, vous pouvez rire, Monsieur Charles, c'est la chute ».

On ne se lasse pas de Charles et Clara Spodek née Davidson qui décident de quitter leur cabinet dentaire parisien. Ils l'avaient récupéré avec difficulté après la guerre, face à un ancien combattant de 14-18, bon Français au mieux avec la police, qui l'avait accaparé grâce aux lois antijuives.

« Il fut recasé cent mètres plus loin, afin qu'il ne devienne pas une malheureuse victime de la réintégration des israéliens ».

Charles et Clara ont perdu une fille, déportée, et l'autre est entrée dans les ordres chez les Carmélites. Ils sont désemparés. Cette pièce est un prodige d'humour pour peindre une réalité qui reste dans nos mémoires, un quotidien d'incertitudes et malgré tout, d'espoir.

Deux spectacles sont programmés actuellement au Théâtre de l'Épée de Bois [2] :

• **Vers toi Terre promise. Tragédie dentaire**, du 26 septembre au 27 octobre.

• **Une leçon de savoir-vivre**, du 29 septembre au 27 octobre, où le conférencier pose la question « Un juif, comment le reconnaître dans un dîner en ville ? »

Sont cités deux textes « antisémites officiels » publiés : • **Les 19 tares corporelles visibles pour reconnaître un juif** du docteur Celticus paru en 1903 et • **Comment reconnaître le juif** du Dr. Georges Montandon, paru en 1940. Propos haineux, dégradants, caricaturaux.

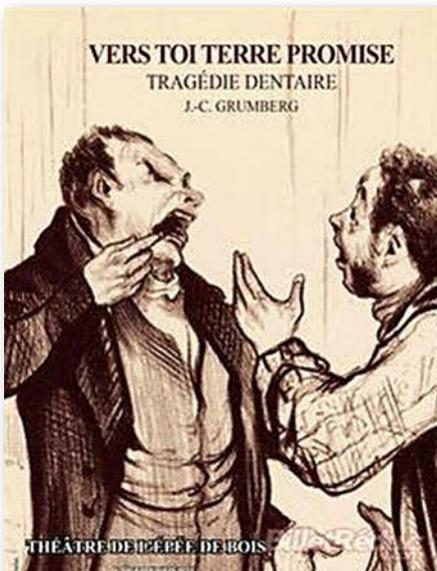
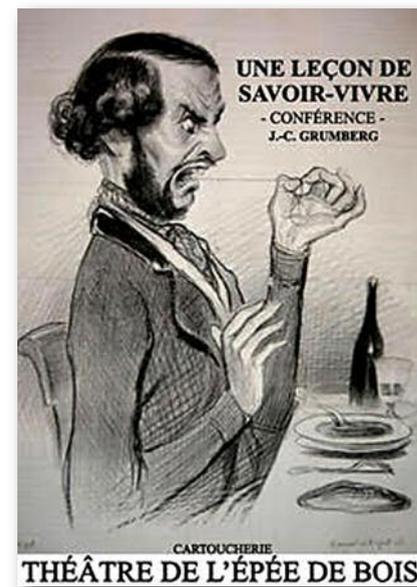
Le texte appelle à la vigilance. ■

[1] **La plus précieuse des marchandises**, Le Seuil, 2019, 128 p., 12 €.

[2] **Théâtre de l'Épée de Bois à la Cartoucherie de Vincennes** – Route du Champ de Manœuvre Paris 12° – Métro Château de Vincennes + bus 112 arrêt Cartoucherie, rés. : 01 48 08 39 74

**NDLR** Le Théâtre du Rond-Point signale que Jean-Claude Grumberg « est l'auteur d'une trentaine de pièces de théâtre » et que « l'ensemble de son œuvre théâtrale est disponible aux éditions Actes Sud. ». À voir aussi sur Internet un extrait de la pièce **L'être ou pas** jouée par Pierre Arditi et Daniel Russo au Théâtre Antoine :

[www.youtube.com/watch?v=MmNB\\_ONDrQ](http://www.youtube.com/watch?v=MmNB_ONDrQ)



## MÉMOIRE

## Sobibor - L'usine de mise à mort

La construction du Centre de mise à mort\* de Sobibor commence en mars 1942 sur un terrain isolé et discret derrière la gare de Sobibor : une petite voie de service entre dans le camp. Trente officiers SS y sont affectés, choisis pour leur expérience de mise à mort acquise dans le cadre de l'*Aktion T4* (destruction des handicapés mentaux). Sobibor est, selon la terminologie nazie, un *Vernichtungslager* : un « camp de réduction à néant ». Début mai, Sobibor est fonctionnel. À l'arrivée du train, une cinquantaine de déportés sont sélectionnés pour être cordonniers, tailleurs, orfèvres ou menuisiers, charpentiers et techniciens. Le camp, coupé en trois secteurs séparés de barbelés, mesure 900 m. sur 400 : les SS et leurs supplétifs, cent volontaires ukrainiens, vivent au **Camp I**, joli village propre et fleuri. Un peu plus loin, les ateliers et les *blocks* de ceux qui travaillent. Dès l'entrée, la rampe étroite camouflée de haies conduit au **Camp II** : dépôt des bagages, déshabillage, coiffeur : la rampe mène au boyau, un sentier étroit long de 150 m entre haies et barbelés, où Ukrainiens et chiens dressés à mordre, poussent les déportés nus dans les trois chambres à gaz camouflées en douches, du **Camp III**. Les Ukrainiens les actionnent plusieurs fois par jour. On fait courir des troupeaux d'oies pour en vain couvrir les cris des victimes. Les *Sonderkommandos* résident ici pour porter les cadavres aux fosses communes. En juillet 1942, cinq nouvelles chambres à gaz, plus grandes, sont installées qui peuvent gazer 400 personnes. Les cadavres, brûlés sur des bûchers, sont réduits en cendres pour effacer toute trace du crime. ■

\* Le nombre de rescapés et survivants varie selon les sources et leurs dates. Raul Hilberg évalue à 200 000 les personnes assassinées à Sobibor, majoritairement des juifs polonais, dont 33 000 juifs hollandais.

## 14 octobre 1943 16h : L'INSURRECTION

Il y eut des révoltes héroïques dans les ghettos et les camps. Leur échec tint à la faim, aux épidémies et au manque cruel d'armes. À Sobibor, le comité du camp dirigé par Léon Feldhendler, ancien responsable du *Judenrat* de son village, pensa empoisonner les SS, brûler le camp, creuser un tunnel. Sans expérience de lutte armée, le comité hésitait. L'espoir revint à l'arrivée le 22 septembre 1943 de 80 soldats juifs soviétiques pri-



Entre autres, debout: Meier Ziss (gauche), Léon Feldhendler (tout à droite), assis: Zeld Metz (3e à gauche), Esther Raab (2e à partir de la droite), Alexandre Petcherski dit Sasha, en uniforme de l'Armée rouge.

sonniers de guerre, dont le lieutenant Alexandre Petcherski, dit *Sasha*.

Il proposa un plan intelligent et minutieux : apprenant que des SS, parmi les plus brutaux, devaient s'absenter du camp, il mita sur la cupidité et la ponctualité légendaire de ceux qui restaient. On les inviterait à 16 h aux ateliers à venir essayer bottes et manteaux à leur taille et selon un minutage très précis, on en tuerait toutes les cinq minutes avec des haches de la menuiserie et des

cououteaux, on dévaliserait l'armurerie après en avoir liquidé l'officier de garde, et un électricien couperait

électricité et téléphone. Le plan fut minutieusement exécuté. Toivi Blatt note dans son journal [1] :

« Bien que Léon soit l'initiateur du complot, Sasha s'imposa comme le meneur réel de l'entreprise, responsable de la préparation technique et des affaires militaires. (...) Phase I (15h30-16 h) : préparer les groupes d'assaut. Phase II (16h-17h) : éliminer silencieusement les nazis. Phase III (17h30) : mobilisation de tous les prisonniers pour une révolte ouverte et une évasion de masse ».

Douze SS et huit gardes ukrainiens furent tués, 365 déportés s'évadèrent. Après-guerre, il en restait cinquante-sept qui avaient survécu à la faim dans les bois, aux dénonciations et aux combats repris dès qu'ils recouvrèrent leurs forces. Une victoire sur la barbarie. ■

[1] Lire son témoignage *Sobibor, the forgotten revolt* traduit in *Les révoltés de la Shoah*, éd. Omnibus, 2011, 1280 p., 28 €

Poutine a reçu les familles des insurgés soviétiques ainsi que douze descendants des rescapés de Sobibor invités à venir, voyage offert. C'est une première. Après-guerre, Petcherski, suspect de trahison puisqu'il avait été capturé durant la guerre, avait été arrêté par le NKVD et envoyé dans un camp. Par la suite il n'avait plus été inquiété. Cette reconnaissance de l'État russe honore officiellement sa mémoire.

Bientôt, l'État polonais va ouvrir un nouveau musée à Sobibor et une exposition présentera des biens de victimes : effets, bijoux gravés au nom, fragment de tasse à l'effigie de Mickey Mouse..., alors que les rescapés ont disparu [1].

Aujourd'hui, les livres, films et musées sont nombreux où le récit de la destruction des juifs d'Europe varie, selon que l'on souligne une identité juive, que l'on écrive un roman national, que l'on défende l'histoire universelle ou que l'on taise le rôle de l'Union soviétique. On remarquera que la Russie ne semble pas être invitée à l'inauguration du nouveau Musée de Sobibor, mais Petcherski n'était-il pas soviétique ? Et sans l'Armée rouge, les Polonais auraient-ils été libérés de la barbarie nazie ? Est-ce un manque de diplomatie ou bien du négationnisme, conforme à une triste mode en Europe ?

« Éduquer après Auschwitz » écrivait Adorno, mais quand la signification de cette éducation est en crise et en sujétion, comment construire une conscience historique qui engage chacun à agir pour respecter le serment du « Plus jamais ça ! » ? Les structures du système social d'où est né le nazisme n'ont pas changé. Le crime recommencera avec d'autres victimes, sauf à pouvoir créer les conditions qui en finiront avec ce vieux monde et transformeront les hommes en humanité. ■

[1] Semion Rosenfeld, dernier survivant connu de Sobibor, s'est éteint en juin dernier.

## Trois films

• *Shoah* (1985) de Claude Lanzmann rend concret le génocide par l'entrelacement de la parole de ses témoins et les images de ses traces : ainsi le témoignage précis de Jan Piwonski, cheminot de la gare de Sobibor. La méthode ici atteste du crime de masse et rend tangible le processus de sa planification. En 2001, Lanzmann poursuit la construction de sa mosaïque historique dans *Sobibor, 14 octobre 1943, 16 heures*, long entretien avec Yehuda Lerner, acteur de l'insurrection. auquel il est rendu hommage par ces mots : « *David non-violent qui porta le premier coup mortel [...] à l'instant où se réinstallent l'ordre humain et le règne de la liberté* ».

• Inspiré des récits de deux rescapés de Sobibor, Stanislaw Szmażner et Thomas (Toivi) Blatt, le téléfilm *Les rescapés de Sobibor* du britannique Jack Gold conseillé par Blatt, fait connaître au public britannique la journée de révolte du 14 octobre 1943. Une mise en scène avec de bons sentiments, pauvre par son traitement spatial et ses costumes, mais un récit assez fidèle au déroulé des faits. Gold mise sur la personnalité des protagonistes et leur soif de liberté. Son film montre par deux parties distinctes qu'avant l'arrivée des soldats soviétiques dans le camp, le comité de résistance, faute d'expérience de lutte armée, ne sait comment agir. Dans la deuxième partie, il montre le rôle concret de Sasha Petcherski, officier soviétique trempé à l'école de l'Armée rouge et à la dureté du combat, qui redonne espoir dans la lutte et en permet le succès.



1. *Sobibor 14 octobre 1943 16h.* entretien de Claude Lanzmann avec Yehuda Lerner  
2. *Les Rescapés de Sobibor* de Jack Gold  
3. *Sobibor* de Konstantin Khabensky

• *Sobibor* est une superproduction russe financée par l'État, dont la Russie entend se servir pour sa politique et sa diplomatie. Il s'agit d'un *remake* du film de Gold. Konstantin Khabensky, star en Russie, le dirige et joue aux côtés de Christophe Lambert. Le film montre surtout le sadisme, la perversité et la cruauté nazie, mais valorise moins que le film de Gold, la conception du plan d'évasion. Khabensky insiste sur l'identité juive des déportés mais oublie les qualités soviétiques de Petcherski ! Il est vrai que de 1944 à 1950, à l'Est comme à l'Ouest, les films ne précisaient pas l'identité juive de ces victimes et il y a là une volonté de s'en démarquer. On reprochera au film sa musique envahissante et le ralenti interminable de sa fin, effet de style pour sanctifier l'évasion.

La première du film à Varsovie a été suivie de séances à Rostov, ville natale de Petcherski où une plaque commémorative avait été déjà apposée par la ville, il y a dix ans. Les séances officielles, hors de Russie, n'ont pas manqué, aux Oscars, à l'ONU, à Cannes, et à l'invitation des ambassades de Russie. Samuel Goldwyn a même acheté les droits du film pour les états-Unis et le Net.

Pour le défilé officiel du jour de la Victoire du 9 mai,